

Synthèse régionale

Des signes d'amélioration dans les Pays de la Loire

Serge Fraboul, Insee

Croissance de l'activité et de l'emploi

En 2015, le PIB de la France se redresse avec une hausse modérée de +1,3 % contre seulement +0,6 % en 2014. La reprise économique intervient dans un environnement international où l'activité accélère dans les économies avancées, pays anglo-saxons en tête mais aussi zone euro. Elles bénéficient notamment d'un taux de change favorable pour l'euro et d'un bas prix pour le baril de pétrole. En France, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont les principaux moteurs de la croissance. L'activité progresse dans l'industrie et les services marchands en France comme dans la région (d'après les enquêtes annuelles de la Banque de France). Représentant cette amélioration, l'emploi salarié augmente aux niveaux national (+0,5 %) et régional (+0,8 %). Après trois années de baisse, la région crée 7 000 emplois dans les secteurs principalement marchands, toutefois cette progression ne concerne que le tertiaire.

Du mieux dans l'industrie mais toujours des difficultés dans la construction

Si globalement l'activité a légèrement progressé dans l'industrie d'après la Banque de France en 2015, cette amélioration n'est pas générale. Au final, l'emploi industriel recule une nouvelle fois dans la région (-0,9 %) sous l'effet des gains de productivité et de l'utilisation accrue de l'intérim. Il se stabilise au 4^e trimestre. Tiré par la construction navale et aéronautique, le secteur de la fabrication de matériels de transport se distingue avec une croissance de l'activité, des exportations, notamment pour la filière automobile, et de l'emploi. Ces indicateurs sont en légère hausse dans l'industrie agroalimentaire. En revanche, l'activité stagne dans le secteur de la fabrication d'autres produits industriels (produits électroniques, métalliques, chimie, etc.) qui perd à nouveau des emplois. Dans le secteur de la fabrication d'équipements et de machines, activité, exportations et emploi sont en baisse.

En 2015, la situation demeure difficile dans la construction. Au plan national, l'investissement des ménages ne repart pas. Toutefois, la vente et la construction de logements neufs sont en hausse pour la

1^{re} fois depuis fin 2010, mais à un niveau inférieur aux moyennes de longue période. L'emploi diminue de nouveau et plus fortement qu'en France métropolitaine (-4,4 % contre -2,6 %).

Selon la Banque de France, l'activité devrait encore progresser dans l'industrie régionale en 2016 et les investissements se confirmer. Un rebond de l'activité et de l'investissement est attendu dans la construction.

Le tertiaire marchand est favorablement orienté

En 2015, le tertiaire marchand tire encore l'emploi régional. L'intérim a largement bénéficié de la reprise de l'activité. Ses effectifs augmentent de 16,5 % contre seulement +9,4 % au plan national. Ils avaient reculé en 2014 et demeurent inférieurs au niveau d'avant crise. Hors intérim, l'emploi salarié dans le tertiaire marchand est également en hausse.

Le secteur de l'information et de la communication connaît encore la plus forte croissance de l'emploi, six fois supérieure à la moyenne nationale.

L'emploi augmente également nettement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, en lien notamment avec l'activité touristique. La fréquentation des hôtels et des campings est de nouveau en forte hausse en 2015. En revanche, l'emploi stagne dans le commerce ; il ne profite pas de la bonne tenue de la consommation des ménages favorisée par la croissance du pouvoir d'achat.

Le secteur des transports ne bénéficie qu'en partie de l'amorce de reprise. Le recul des volumes acheminés sur les routes de la région s'accroît et le trafic du port de Nantes Saint-Nazaire diminue encore. À l'inverse, les ventes de véhicules neufs augmentent et le transport aérien à bas coût dope toujours la fréquentation de l'aéroport de Nantes. L'emploi salarié du secteur se redresse.

Pour les autres secteurs, la tendance est à la hausse de l'emploi : services aux entreprises, services immobiliers et services financiers. Seul, le secteur des services aux ménages perd à nouveau des effectifs.

Un bilan contrasté pour l'agriculture

En 2015, de bonnes conditions climatiques favorisent de bonnes récoltes pour le blé et l'orge, les fruits et légumes et la viticulture. Les abattages de volailles progressent. En revanche, la situation se dégrade pour la production laitière avec la fin des quotas. Celle-ci entraîne une baisse du prix du lait mais également de la viande bovine du fait de la hausse des abattages de vaches. Enfin, l'année 2015 est marquée par la crise de l'élevage porcin. Un plan de soutien d'urgence aux éleveurs porcins et bovins est mis en place.

Chute des immatriculations de micro-entrepreneurs

Les créations d'entreprises ont diminué en 2015 du fait de la chute des immatriculations de micro-entrepreneurs. À l'inverse, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs ont rebondi en 2015, la situation est totalement inversée par rapport à 2014.

Un taux de chômage en très léger repli

Dans un contexte économique qui s'améliore légèrement, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) tend à se stabiliser au 2^e semestre 2015. Il progresse de +1,3 % sur un an contre +7,5 % en 2014. Il recule au 1^{er} trimestre 2016. Toutefois, en incluant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la région compte 320 000 demandeurs d'emploi fin 2015, soit +5,1 % par rapport à 2014. Le taux de chômage se replie très légèrement (-0,1 point sur un an). Il s'établit à 8,9 % au 4^e trimestre, un niveau élevé pour la région. L'évolution est identique en France métropolitaine. La région demeure parmi les moins touchées. Fin 2015, seuls la Sarthe (10,0 %) et le Maine-et-Loire (9,5 %) affichent des taux proches du national (10,0 %) alors qu'ils sont sensiblement inférieurs en Loire-Atlantique (8,7 %), en Vendée (8,3 %) et en Mayenne (7,0 %). Le taux de chômage baisse légèrement dans tous les départements. ■

Contexte national

L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un *quantitative easing* - de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

L'économie française accélère en 2015

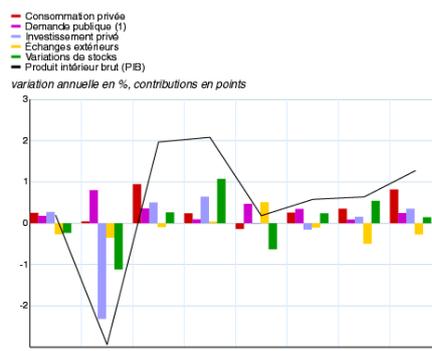
Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014 (figure 1). Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis

que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %) (figure 2).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié marchand non agricole s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante

énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de *Brent*. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %). ■

2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
Consommation effective des ménages, dont :					
- dépense des ménages	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM (1)	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Formation brute de capital fixe, dont :					
- entreprises non financières	1,5	-0,1	1,0	182,7	0,1
- ménages	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
- administrations publiques	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
Exportations	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Exportations	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

(1) : ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.
Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.